









[2] V

Tout Citoyen domicilié depuis un an dans la paroisse, majeur & contribuable, aura le droit d'assister & de voter à ladite Assemblée.

VI.

Tous les Agens du pouvoir exécutif, militaire ou d'administration, toutes les personnes attachées aux bureaux du gouvernement & de l'intendance, tous les Comptables, tous les Entrepreneurs pour le Roi ayant marché passé, ne seront admis à voter dans les Assemblées de paroisse.

VII.

Nul ne pourra voter dans deux paroisses, quoique possédant des biens dans chacune d'elles.

VIII.

Nul ne pourra être admis à voter en vertu d'une procuration générale, ni même d'un pouvoir ad hoc, conformément à ce qui a été arrêté par un décret de l'Assemblée nationale, du 28 octobre 1789.

N'entendons néanmoins exclure les Procureurs, Gérans & Economes, résidans sur les habitations, qui auront, par le domicile d'un an, le droit d'assister & de voter dans les Assemblées paroissiales.

IX.

Ainsi qu'il a toujours été pratiqué, les Mulâtres, Nègres, & autres Gens de couleur libres, ne seront point admis à voter dans les Assemblées paroissiales; mais ils pourront rédiger ou faire rédiger entr'eux des mémoires de leurs demandes, & ses remettre à l'un des Députés nommés dans chaque paroisse, à l'effet de les présenter à l'Assem-

[3]blée coloniale; ils pourront même les faire appuyer à ladite Assemblée par un seul défenseur ou patron, qu'ils seront libres de choisir parmi les Citoyens blancs. L'Assemblée paroissiale se nommera un Président & un Secrétaire. X I. La partie du Nord nommera quatre-vingts Députés; celle de l'Ouest, soixante & quatorze; & celle du Sud, cinquante-huit, chacune à raison de leur population respective. XII. Il sera nommé, dans chaque Assemblée paroissiale, autant de Suppléans que de Députés, en observant de nommer les Suppléans aux fonctions, & non aux personnes: XIII. Pourront être élus Députés ou Suppléans tous ceux qui, par l'art. V ci-dessus, sont admis à voter dans les Assemblées paroissiales; & ceux qui, par l'art. VI, sont exclus du droit de voter dans lesdites. Assemblées, ne pourront également être élus ni Députés ni Suppléans. XIV. Les Députés & Suppléans ne pourront être élus que l'un après l'autre, au scrutin, & sera dressé procès verbal de chaque nomination. XV. Les Députés & Suppléans nommés seront tenus d'accepter ou de refuser; en cas d'acceptation, ils prêteront le serment de bien & fidellement remplir leurs sonctions,

[4]

& de n'accepter du ministère, ou de l'administration; aucune place, grace ou faveur, pendant le cours de dix années, à moins d'un consentement exprès de l'Assemblée coloniale, ou, à son défaut, de l'Assemblée provinciale de leur dépendance; en cas de resus, s'ils sont présens, il fera procédé à une nouvelle nomination, & il sera délivré à chaque Député & Suppléant un extrait du procès verbal de nomination.

X V I.

Les pouvoirs donnés par les paroisses ne seront point impératifs, mais indéfinis & illimités, pour délibérer & statuer sur tout ce qui peut intéresser l'avantage & le bonheur de la Colonie, sous les rapports possibles.

XVII.

Les Députés se rendront à Saint-Marc, pour y former, le 25 mars prochain, une Assemblée coloniale, qui se nommera un Président, un Vice-Président, & tel nombre de Secrétaires qu'elle jugera convenable.

Imprimé en vertu des pouvoirs donnés par l'Assemblée provinciale de la partie du Nord, & par l'Assemblée provinciale de la partie du Sud, au Comité de la partie de Ouest, & de la délibération prise en conséquence le 27 février 1790, pour être ledit plan de convocation publié, affiché, & exécuté selon sa sorme & teneur.

Signé, CARADEUX, Président.

DUMAS, Secrétaire.

AU PORT-AU-PRINCE,

Chez Bourdon, Imprimeur du Roi & du Conseil supérieur de Saint-Domingue.

VARRE OR LA MORMANT, sue des Grêttes S. Germain-l'Auxerrois, vis-à-vis l'Eglise.

NO.14 s son TATI yez la l'état p nois de n a contat la renfe de ja avance bordere trouve a recett On a condépend réfultan u précé ême ob fous la lême ob fous la Cold Signé, PROIS AND WAR





